

## APRÈS TREIZE ANS DE CLANDESTINITÉ

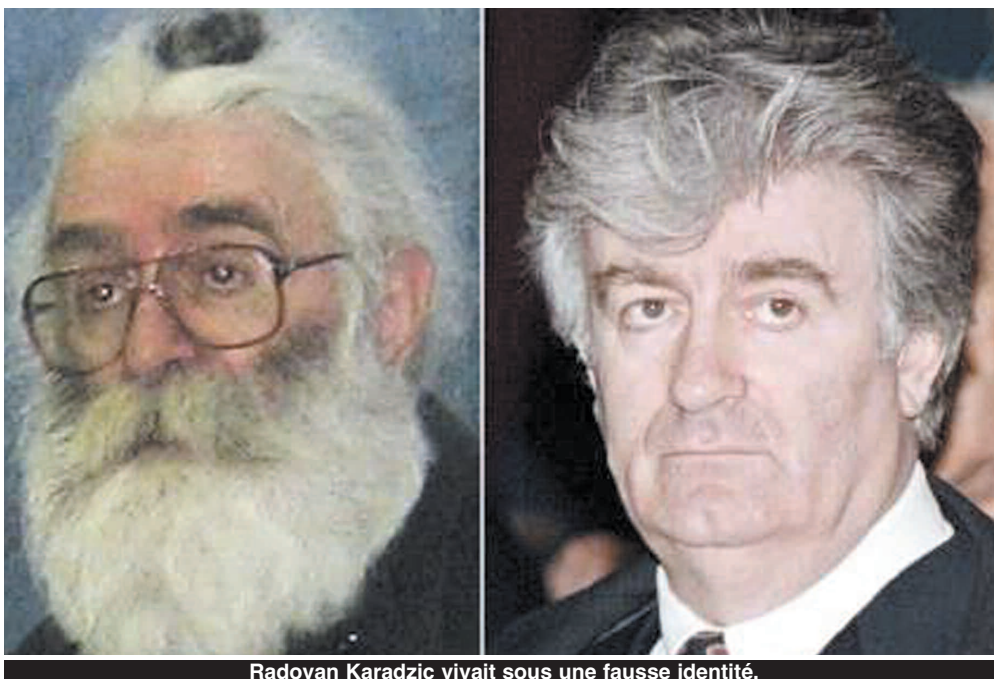
# Les autorités serbes mettent fin à la longue cavale de Radovan Karadzic

*Radovan Karadzic, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, inculpé de génocide et crimes de guerre par la justice internationale, a été arrêté lundi par les services secrets serbes au terme d'une traque de 13 ans.*

Radovan Karadzic était réclamé par la justice internationale en particulier pour avoir été, avec le général Ratko Mladic, ex-chef militaire des Serbes de Bosnie, l'instigateur du génocide de Srebrenica (est de la Bosnie) où près de 8 000 hommes musulmans ont été éliminés en juillet 1995, le pire massacre en Europe depuis la Seconde guerre mondiale. Un juge d'instruction a mis un terme hier matin à son audition préliminaire, premier pas vers son extradition au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, a rapporté l'agence Beta News.

«L'interrogatoire est terminé», a déclaré le juge d'instruction Milan Dilparic, cité par l'agence. M. Dilparic a cependant refusé de révéler de plus amples détails sur l'interrogatoire, le qualifiant de «confidentiel».

Selon l'avocat de Radovan Karadzic, Svetozar Vujakic, cité par *Beta News*, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie aurait déclaré durant l'entretien «avoir été arrêté vendredi dans un bus» à Belgrade et avoir été depuis «détenu dans une cellule». Un communiqué de la présidence serbe avait annoncé en revanche qu'il avait été «localisé et arrêté dans la soirée» de lundi.



Radovan Karadzic vivait sous une fausse identité.

Une cinquantaine d'ultra-nationalistes, appartenant au mouvement Obraz, qui s'étaient rassemblés devant le bâtiment du tribunal pour protester contre son arrestation ont été dispersés par la police anti-émeute qui n'a pas utilisé la force.

Radovan Karadzic a défié pendant plus de treize ans la justice internationale depuis son inculpation en 1995 pour génocide et crimes de guerre pendant le conflit en Bosnie 1992-1995.

Les arrestations de Karadzic et Mladic de même que celle d'un troisième fugitif, Goran Hadzic, ancien leader des Serbes de Croatie, sont la condition pour que la Serbie puisse intégrer l'Union européenne.

L'arrestation de Karadzic, dont la cavale a valu à la Serbie de fortes pressions de la communauté interna-

le, est intervenue à peine dix jours après la formation à Belgrade d'un gouvernement.

Ce gouvernement, qui réunit les pro-européens du président Tadic et les socialistes du défunt Slobodan Milosevic, a fait du rapprochement avec Bruxelles son principal objectif.

Saluant l'arrestation de Karadzic, la présidence française de l'Union européenne (UE) a souligné qu'elle constituait une «étape importante» de la Serbie sur la voie de l'adhésion à l'Europe des 27.

«Cette arrestation, longtemps attendue, manifeste clairement la volonté du nouveau gouvernement de Belgrade de rapprocher la Serbie de l'Union européenne, en contribuant à la paix et à la stabilité des Balkans», a estimé le président français

Nicolas Sarkozy dans un communiqué.

De son côté, la Maison-Blanche a félicité le gouvernement de Serbie pour la capture Radovan Karadzic, estimant que cette arrestation rendait «hommage» aux victimes des atrocités dans ce pays.

Le procureur du TPI Serge Brammertz, qui a reporté une visite qu'il devait effectuer hier à Belgrade, s'est également félicité de l'arrestation de Karadzic. «J'aimerais féliciter les autorités serbes (...) pour être parvenu à ce succès marquant en coopération avec le TPI», a-t-il dit en ajoutant : «C'est un jour très important pour les victimes qui ont attendu cette arrestation plus de dix ans.»

«Justice a finalement été faite», a déclaré à l'AFP à Sarajevo, une responsable de l'association des «Mères

### FRANCE

## Rififi au PS après l'adoption de la réforme des institutions

Les socialistes français réglaient leurs comptes hier au lendemain de l'adoption de la réforme de la Constitution, l'ancien ministre Jack Lang étant accusé de trahison tandis que quatre autres socialistes critiquaient l'«antisarkozysme pavlovien» de leur parti.

La réforme des institutions, voulue par le président Nicolas Sarkozy, a été adoptée d'extrême justesse lundi par le Parlement réuni en Congrès, avec une seule voix d'avance sur la majorité requise des trois-cinquièmes.

Un seul parlementaire du Parti socialiste (PS), Jack Lang, a voté pour ce texte, auquel il avait contribué dans le cadre d'une commission mise en place par le président Sarkozy.

Le numéro un du PS François Hollande a estimé que Jack Lang devait «tirer toutes les conclusions» de son vote, laissant entendre qu'il devait quitter le parti.

Plus explicite, le porte-parole du PS Julien Dray a estimé que M. Lang «n'a plus sa place dans notre famille politique», jugeant qu'il avait «été trop loin» en rompant la discipline du parti.

L'ancienne candidate à la présidentielle Ségolène Royal a condamné une «trahison».

Jack Lang a répondu qu'il n'était du pouvoir de personne de le «rayer de la carte du paysage politique français» et a réitéré son soutien à une réforme qui, selon lui, renforce «les droits du Parlement, des citoyens et de l'opposition».

Savourant sa victoire, le parti de droite au pouvoir UMP s'est payé le luxe de défendre Jack Lang, dénonçant une «chasse à l'homme» à son encontre.

La réforme institutionnelle a aussi soulevé une polémique sur la stratégie suivie par le PS.

Quatre députés socialistes — qui ont voté contre le texte — ont estimé hier que leur parti s'était «réfugié dans une opposition caricaturale» et ont critiqué son «incapacité à s'abstraire d'une forme d'antisarkozysme pavlovien».

Dans une tribune publiée par le quotidien *Le Monde*, ces quatre députés, qui faisaient partie d'un groupe de socialistes ayant appelé en mai à un «compromis» avec M. Sarkozy, estiment que «le PS n'aura été ni en capacité de faire échec à cette réforme institutionnelle ni en situation de l'infléchir».

### BOMBARDIERS RUSSES À CUBA

## Les Etats-Unis disent ne pas menacer la Russie

*La Maison-Blanche a demandé hier au gouvernement russe de ne pas considérer comme une menace l'installation en Europe d'éléments d'un bouclier antimissiles et renouvelé l'offre américaine de coopération.*

La porte-parole de la Maison-Blanche, Dana Perino, s'est cependant gardée de réagir à des informations réveillant le souvenir de la grave crise des missiles de 1962. Selon l'agence Interfax, la Russie pourrait, par mesure de représailles, utiliser Cuba, non loin des côtes américaines, pour ravitailler ses bombardiers stratégiques.

M<sup>me</sup> Perino a noté que ces informations n'avaient pas suscité de commentaire officiel russe, «alors je ne m'exprimerai pas sur le sujet». Mais, a-t-elle dit, le président

Bush a répété, lors de ses entretiens avec son homologue russe Dmitri Medvedev début juillet, à l'occasion du sommet des pays industrialisés au Japon, que «notre système de défense antimissiles ne devait pas être considéré comme une menace pour la Russie, en fait nous voulons coopérer avec les Russes pour concevoir un système sur lequel Russie, Europe et Etats-Unis peuvent travailler en tant que partenaires égaux».

M. Bush a dit «à maintes reprises aux responsables (russe) que nous voulons

une coopération stratégique avec les Russes. Nous voulons coopérer avec eux pour empêcher que des missiles en provenance de pays voyous comme l'Iran ne menacent nos amis et nos alliés», a-t-elle dit. Le projet américain d'étendre à l'Europe son bouclier et d'installer des missiles antimissiles en Pologne et un radar en République tchèque est l'un des principaux facteurs des graves tensions des derniers mois entre Washington et Moscou. La Russie y voit une menace directe, et a déclaré à plusieurs reprises qu'elle prendrait des contre-mesures militaires. Citant une source militaire-diplomatique, l'agence Interfax disait

lundi que les bombardiers stratégiques russes pourraient faire escale à Cuba pour se ravitailler en carburant lors de patrouilles, et que les spécialistes russes avaient déjà effectué une mission de reconnaissance.

Le même jour, le quotidien *Izvestia*, proche du Kremlin, écrivait que la Russie pourrait envoyer ses bombardiers à Cuba.

Ces informations rappellent inmanquablement la crise de 1962, quand Etats-Unis et Union soviétique avaient paru au bord de la guerre atomique après le déploiement de missiles nucléaires soviétiques chez l'allié cubain. Moscou avait fini par retirer les engins.

### AFGHANISTAN

## Quatre morts et trois blessés dans un attentat à la bombe

Quatre personnes ont été tuées hier et trois autres blessées dans un attentat à la bombe perpétré dans la province de Khost, dans l'est de l'Afghanistan, a affirmé une source policière.

Une bombe a explosé hier au passage d'un minibus dans le district de Tanaï, causant la mort de quatre personnes, dont une femme et un enfant, et la blessure de trois autres, a expliqué le chef adjoint de la police provinciale, le colonel Mohammed Yakoub Mondozaï.

Les violences attribuées aux talibans se sont multipliées en Afghanistan depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain. Les talibans ont lancé une insurrection depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis.